CTB

EDUKAT

RAPPORT DES RESULTATS 2014

INTERVENTION RDC1216911

ACRONYMES 3

1.1 Fiche d'intervention 4
1.2 Execution budgetaire 5
1.3 Autoevaluation de la performance 5
1.3.1 Pertinence *5*
1.3.2 Efficacité *5*
1.3.3 Efficience *6*

DANS LE BUT D'APPORTER UNE SOLUTION DURABLE AU PROBLEME INFRASTRUCTUREL DES CDA, IL A ETE DECIDE EN SMVL LE DEPLACEMENT BUDGETAIRE EN VUE DE REALISER LES REHABILITATIONS DES CENTRES D'APPLICATIONS EN NOMBRE ET QUALITE. **6**

1.3.4 Durabilité potentielle *6*
1.4 Conclusions 6

2 MONITORING DES RESULTATS **7**

2.1 Évolution du contexte 7
2.1.1 Contexte général *7*
2.1.2 Contexte institutionnel *7*
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution *7*
2.1.4 Contexte HARMO *8*
2.2 Performance de l'outcome 8
2.2.1 Progrès des indicateurs *8*
2.2.2 Analyse des progrès réalisés *12*
2.2.3 Impact potentiel *12*
2.3 Performance de l'output 1 13
2.3.1 Progrès des indicateurs *13*
2.3.2 État d'avancement des principales activités *13*
2.3.3 Analyse des progrès réalisés *14*
2.4 Performance de l'output 2 15
2.4.1 Progrès des indicateurs *15*
2.4.2 État d'avancement des principales activités *15*
2.4.3 Analyse des progrès réalisés *15*
2.5 Performance de l'output 3 17
2.5.1 Progrès des indicateurs *17*
2.5.2 État d'avancement des principales activités *18*
2.5.3 Analyse des progrès réalisés *18*
2.6. Thèmes transversaux *18*
2.6.1. Genre *18*
2.6.2. Environnement *18*
2.6.3. Autre *19*
2.7. Gestion des risques 20

3. PILOTAGE ET APPRENTISSAGE **25**

3.1. Reorientations strategiques 25
3.2. Recommandations 25

3.3. ENSEIGNEMENTS TIRES **30**

4. ANNEXES **31**

4.1. Criteres de qualite 31
4.2. Decisions prises par le Comite de pilotage et suivi 34
4.3. Cadre logique mis a jour 35
4.4. Aperçu des MoRe Results 39
4.5. Rapport « Budget versus Actuels (y – m) » 40
4.6. Ressources en termes de communication 40

Acronymes

AETFP : Projet d'appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle
AETP1& 2 : Projet d'appui à l'enseignement technique et professionnel phase 1 et phase 2
AE : Accord d'Exécution
AFD : Agence Française de Développement
ANEP : Association nationale des entreprises du portefeuille (public)
APEFE : Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
AT(I), AT(N) : Assistant Technique (International), (national)
BIT : Bureau International du Travail
BTC-CTB : Belgische Technische Coöperatie – Coopération technique belge, Agence belge De développement
CdR : Centre de Ressources
CFP : Centre de Formation Professionnelle
CP – CDP : Comité Provincial de Coordination du Processus de Développement du Katanga
CPS : Centre de Promotion Sociale
CFPP : Centres de formation et de perfectionnement professionnels
COPEMECO : Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
DSCRP : Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
DTF : Dossier technique et financier, le document de projet
EdR : Espace de Ressources
ENA : Ecole Nationale de l'Administration
ETFP : Enseignement technique et formation professionnelle
FEC : Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC : Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
INPP : Institut national de perfectionnement professionnel
ISPT : Institut Supérieur pédagogique et Technique
ISTA : Institut Supérieur des Technologies Appliquées
I(S) TEM : Institut (Supérieur) Technique Médical
ITEM : Institut technique d'enseignement médical
MAS : Ministère des affaires sociales
M&E : Monitoring and Evaluation
METPS : Ministère de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale
MJS : Ministère de la jeunesse et des sports
(M)PME : (Mcro) Petites et moyennes entreprises
Minisanté : Ministère de la santé
PAEJK : Programme intégré d'activités pour l'emploi des jeunes dans la province du Katanga
PAPE : Plan d'Action Provincial de l'Education
PIC : Programme indicatif de coopération
PIE : Plan Intérimaire de l'Education
Proved : Province éducationnelle, chef de division de la province éducationnelle
RDC : République Démocratique du Congo
SECOPE (P) : Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (Provincial)
SERNAFOR : Service national de formation
SERNIE : Direction du Service National d'Identification des Elèves
SIGE : Système d'Information pour la Gestion de l'Education
SMCL : Structure mixte de concertation locale, le comité de pilotage d'un projet
TFM : Tenke Fungurume Mining
UCAG : Unité conjointe d'appui à la gestion
UFE : Unité Formation-Emploi
VVOB : Vlaamse Vereniging voor Ontwikelingssamenwerking en Technische Bijstand

Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	**PROJET D4APPUI A L4ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE AU KATANGA**
Code de l'intervention	**RDC1216911**
Localisation	**KATANGA**
Budget total	**10 millions d'Euros**
Institution partenaire	**Ministère en charge de l'éducation, des transports et de l'énergie, Province du Katanga**
Date de début de la Convention spécifique	**17 mars 2013**
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	EDUKAT : 09/01/2014
Date prévue de fin d'exécution	EDUKAT : 31/06/2018
Date de fin de la Convention spécifique	EDUKAT : 16/03/2019
Groupes cibles	**Les apprenants filles et garcons des écoles et centres appuyés répartis comme suit/** • 1 CdR (Lubumbashi) et 3 CdA (Lubumbashi, Likasi, Kolwezi) ; • 20 Ecoles Affiliées 6 Ecoles Transformées, dans les Province Educationnel Katanga I et Katanga IV. **Les agents des Division Provinciales I et IV EPSP**
Impact[1]	Dans le bassin de l'emploi autour de l'axe Mutshasha-Lubudi-Kolwezi-Likasi-Lubumbashi-Sakania, un meilleur accès des jeunes filles et garcons à une formation de qualité est assurée et une offre de main d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions des organisations en charge de l'enseignement
Outcome	• Elargir l'accès aux établissements grâce à la réhabilitation/construction de deux Cd l'aménagement réhabilitation de ¾ centres d'application ainsi que la promotion d formation technique et professionnelle à la population. • Améliorer la qualité des formations dispensées dans les centres, afin de répondre besoins réels en matière d'emploi dans les régions concernées. • Le renforcement des capacités techniques, pédagogiques dans les CdR/ CdA et centres affiliés. • Améliorer la gestion stratégique (choix des filières et financement) et interne établissements d'enseignement et de formation technique, dans le cadre d'un pilo amélioré du sous-secteur EFTP • La mise en place d'une gestion adaptée et transparente des écoles. • Le renforcement des capacités institutionnelles des autorités compétentes des provinces Educationnelles I et IV. • La mise en œuvre des cellules d'orientation-partenariat-insertion dans les CdR/CdA ; • Faciliter l'accompagnement et l'insertion professionnelle des lauréats sur le marché travail à travers différents types des stages ainsi que l'accès aux financements pou création d'activités génératrices de revenus innovants
Outputs	• Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique
	• Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'ETFP
	• Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi par un accompagnement à l'insertion socio professionnelle
Année couverte par le rapport	**2014**

[1] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes 2013	Année couverte par le rapport 2014		
Total	10.000.000.00	*112.681,50*	662.463,07	9.224.855,43	7,75%
Output 1	5.130.200,00	0,00	91.610.68	91.610.68	1.78%
Output 2	1.048.800.00	0,00	12.250.11	12.250.11	0.00%
Output 3	1.067.000.00	0,00	8.233,97	8.233,97	0.00%

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

L'intervention rencontre bien les prévisions du gouvernement de la RDC en matière de l'éducation et spécifiquement l'enseignement technique et la formation professionnelle. A ce sujet, Le Ministère en charge de l'Education a commencé à piloter la mise en œuvre du PAPE. Le démarrage du projet EDUKAT dans la même période s'avère être une réponse aux préoccupations majeures des acteurs et bénéficiaires du secteur de l'enseignement technique dans sa visée notamment de l'insertion professionnelle.
Les actions menées se sont alliées sur les sous-stratégies provinciales (niveau ETFP) inscrites dans le Plan d'Action Provincial de l'EPSP-Katanga (PAPE) et sont entièrement en **cohérence avec les politiques nationales inscrit dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE)**.

Les élèves et enseignants des structures appuyées voient ainsi leurs visées majeures éclaircies, la qualité de l'enseignement dans les écoles techniques ne pouvant être dissociée des opportunités d'insertion professionnelle trouvent, en cette intervention, une réponse efficace aux problèmes longtemps vécus dans ce secteur.
Cela explique le fort intérêt démontré par les autorités politiques, les services techniques sectoriels et les bénéficiaires pour ce projet.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Lors du lancement du projet, quelques contraintes ont eu un impact moins significatif sur certaines activités.
En vue de mieux assurer la mise en œuvre, les acteurs impliqués se sont convenus de mieux préciser tous les indicateurs afin de mieux guider la mise en œuvre et en assurer un suivi efficace.

Pour assurer que toutes les étapes qui ont pris du retard soient vite entamées, la SMCL a formulé diverses recommandations en vue d'assurer que le compte bancaire affecté aux activités CdR, les ressources humaines à déployer et les activités d'appui aux CdR et CdA qui ont connu du retard soient vite récupérées.

Un suivi conjoint permanent est assuré, des mécanismes conjoints de gestion des contraintes définis pour arriver à réaliser les activités dans le délai prévu.
Pour renforcer cet aspect des choses, un effort a été fait afin d'impliquer dans une manière participative la Coresponsable National dans la prise des décisions et ainsi garantir une plus forte implication du Partenaire dans l'ensemble de l'exécution du projet.
Présentement, les activités préalables ont été lancées, le projet se trouve sur une bonne voie, l'année 2015 est l'année de forte accélération pour compenser les limites enregistrées dans les activités relatives au CdR et activités connexes.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La mise en œuvre du projet a pris en compte l'évolution du contexte de la réforme ETFP et des exigences pratiques retenues par les acteurs en SMCL.

Dans le but d'apporter une solution durable au problème infrastructurel des CdA, il a été décidé en SMVL le déplacement budgétaire en vue de réaliser les réhabilitations des Centres d'Applications en nombre et qualité.
Suite à la définition des besoins en réhabilitation identifiés au moment de la validation du champ de mise en œuvre proposé par la SMCL du 04/07/2014 (1 Centre de Ressources et 3 Centre d'Application) et dans le but de prioriser le plus grand nombre de réhabilitations en qualité des Centre d'Application.

Toujours dans le but d'atteindre plus d'efficience, la synergie avec PRECOB a été exploitée en vue d'assurer plus d'interconnexion et appuyer les formations des services compétents au sein des écoles du champ de mise en œuvre de EDUKAT.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité des acquis de la présente intervention s'énonce bien que lentement à ce niveau de mise en œuvre
En effet, la détermination démontrée du gouvernement provincial, à travers son ministère de l'EPSP ainsi que les services déconcentrés en province est un signe qui peut assurer sur le moyen long terme
Cette détermination s'articule autour des éléments ci-après :

- L'engagement dans l'assurance de la dotation du CdR d'un compte spécifique
- L'engagement ferme du gouvernement provincial d'assurer la continuité de la prise en charge du fonctionnement du CdR après l'intervention d'EDUKAT
- Un engagement efficace des structures de coordination locale en vue d'une mise en œuvre mieux assurée
- Une forte implication des acteurs provinciaux dans l'analyse des éléments clés du projet et leur adaptation au contexte des sites de mise en œuvre.

1.4 Conclusions

1. EDUKAT est un projet très complexe et ambitieux dans un contexte économique très propice

- S'assurer de l'appui politique nécessaire.
- Impliquer d'avantage les entreprises privées qui n'ont fait pas partie de la FEC (Fédération des entreprises du Congo)

2. Manque de financement (frais de fonctionnement et consommables) pour le CdR Katanga et ses antennes après la fin du projet

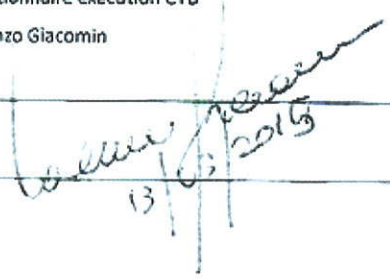
- Sensibiliser les Gouvernement provincial, National et les partenaires privés pour une prise en charge financière après la fin du projet via la création d'une fond de formation

3. Les RH nécessaires au fonctionnement des services compétents (UFE dans les Centre d'Application et RH Centre de Ressources) ne seront pas pris en charge après le projet.

- Demander à la province de les prendre en charge.

4. Les formations additionnelles dans le CdR et les stages en entreprises n'augmentent pas l'employabilité des lauréats

- Assurer la qualité du stage à travers les maîtres de stage et de la formation par le recrutement des techniciens praticiens compétents

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Leonie Muyombe	Lorenzo Giacomin
	

2 Monitoring des résultats[2]

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Suite à la Table Ronde organisé du 19 au 22 mars 2013, initiative du Gouvernement Provincial du Katanga dédié à l'examen des enjeux et des défis du sous-secteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle au Katanga ; un **Plan d'Action Provincial de l'EPSP (PAPE)** a été conçu.
Le PAPE est un plan à moyen terme – triennal- qui s'étale de 2014 à 2016. Il se réfère aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et déploie des actions liée à l'attende d'une objectif spécifique dans cinq niveau différentes de l'Education au Katanga notamment le niveau préscolaire, le niveau primaire, le niveau secondaire General, le niveau ETFP et le niveau de l'accompagnement.
Au cours de l'année 2014, le Ministère en charge de l'Education commence à piloter la mise en œuvre de la première année du PAPE et dans le même temps le démarrage du projet EDUKAT. Les actions menées durant la phase de démarrage ont d'un coté de s'allier sur les sous-stratégies provinciales (niveau ETFP) inscrites dans le Plan d'Action Provincial de l'EPSP (PAPE) et en même temps de s'assurer que le projet EDUKAT est entièrement en **cohérence avec les politiques nationales inscrit dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE)**.

Concernant la logique d'intervention, certaines difficultés se sont manifestées dans le premier semestre de mise en œuvre. En effet, le projet n'arrivait pas à trouver la juste synergie entre les services compétents des Ministère et Division Provinciaux.
A partir de la tenue de la première SMCL, une clarification des rôles de tout un chacun a permis d'améliorer la collaboration et définir de commun accord le champ de mise en œuvre du projet. L'appui est dirigé d'une part vers les services déconcentrés de l'Etat, les Divisions Provinciales Katanga I et IV ayant en charge l'administration du sous-secteur de l'ETFP, afin de les aider à développer des outils de gestion et pilotage des écoles du sous-secteur. D'autre part, cet appui s'oriente vers les centres bénéficiaires dans leurs efforts d'offrir une formation pratique de qualité répondant aux besoins du marché de l'emploi.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le projet EDUKAT se retrouve avec un encrage institutionnel au sein de la Division Provincial Katanga I.
Cependant, il se retrouve à avoir un SMCL dont le Président est le Ministre Provincial e charge de l'Education. Dans un tel encrage, il ressort qu'EDUKAT se retrouve avoir un pied dans l'Administration Central (la Division Provincial est un service déconcentré du Secrétariat Général de l'EPSP) et un pied dans les orientations stratégiques Provinciales. EDUKAT est là pour appuyer la décentralisation dans l'ETFP.
Les années 2013/2014 ont été marquées par trois importants Arrêtés Nationaux qui ont profondément changé le contexte institutionnel provincial.
En aout 2013 il y a eu un l'Arrêté N°385 qui a porté sur la « Transformation d'un certaine nombre d'écoles générales secondaires Normales en écoles d'enseignement technique et formation professionnelle ».
Le même mois, il y a eu l'Arrêté N°386 qui a porté « Création du Centre d'Application au sein des écoles d'Enseignement Technique et Formation Professionnelle
En mai 2014, l'Arrêté N°386 a porté « Création des Centres de Ressources de l'Enseignement Technique et la formation Professionnelle au seine du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et professionnel ».
L'encrage du projet reste toujours pertinent. Cependant, une réorientation des activités au profit des nouvelles orientations du Ministère National s'avère nécessaire. EDUKAT interviendra dans le Centre d'Application appelé à appuyer la transformation des écoles secondaires générales et contribuera a l'opérationnalisation d'un Centre de Ressources au sein de la Division Provincial Katanga I.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

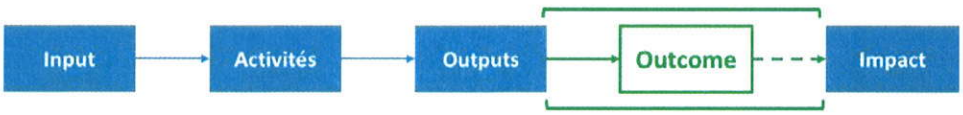
Comme dans la plupart des projets CTB géré en régie, le problème d'appropriation se présente. Il est difficile de demander au Partenaire une implication dans l'ensemble de l'exécution des projets si le rôle du Coresponsable National est marginalisé dans la gestion des ressources financières.
Il revient à l'ensemble de l'équipe du projet d'arriver à dynamiser l'approche et le rendre le plus participatif possible.
Cependant, il est à signaler que vu le contexte difficile, un tel choix assure une meilleures gestion et la certitude d'une meilleure redevabilité envers le bailleur.
Dans le cas spécifique d'EDUKAT, il est à signaler qu'un effort a été fait afin d'impliquer dans une manière participative la Coresponsable National dans la prise des décisions.

[2] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1.4 *Contexte HARMO*

Dans la Province du Katanga, on peut actuellement trouver deux secteurs d'intervention de la coopération Belge (l'Education et l'Energie).
Le projet EDUKAT appui l'Education Professionnelle et Technique avec en son sein l'Antenne du Programme PRECOB et le projet PRELUB- appui le secteur de l'énergie.
Le volume financier des deux secteurs de concentration, pour le moment ne justifie pas la mise en place d'une coordination Provinciale. Cependant, pour l'année 2014 la coordination de l'ensemble des activités a été assurée par le Projet EDUKAT.
En plus des projets CTB, on peut trouver un projet de coopération délégué avec de fond belge (PAEJK) qui est en train d'être exécuté par le BIT. Le projet PAEJK travaille sur l'amélioration de l'employabilité en vue de créer de l'auto emploi et le projet EDUKAT travaille sur l'amélioration de l'employabilité en vue d'un emploi salarié.
Des initiatives d'harmonisation entre le deux projet ont été initiées au cours de l'année 2014. Cependant, on peut constater des faibles résultats en termes de mutualisation.
L'effet que les deux projets puissent avoir deux encrages institutionnels différents (Ministère du Travail pour PAEJK et Ministère en charge de l'Education EDUKAT) implique que les deux comités de pilotage agissent dans une manière indépendante.
On peut estimer que les deux Ministères n'arrivent pas encore clairement à reconnaitre l'axe stratégique qu'une politique provinciale sur l'insertion socio professionnelle provinciale devrait avoir. On estime qu'au moment que la concertation multi acteurs ETFP provinciale (on attend la sortie d'une ordonnance) sera mise en place, les deux acteurs Institutionnels seront d'office appelés à travailler dans une vision plus cohérente. Il y a à signaler que des nombreux échanges avec d'autres bailleurs intéressés à travailler dans l'Education Professionnelle et l'amélioration du climat des affaires ont eu lieu au cours de l'année 2014, notamment celui avec la Banque Mondiale, la GIZ et DFID.

2.2 Performance de l'outcome



2.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40% d'apprenants dans les filières appuyées et il ya également une augmentation durable de 60% des sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables. Dans cette meme période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortants(e)s a au moins doublé.						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année N-1**	**Valeur année N-2**	**Valeur année N-3**	**Valeur année N-4**	**Cible finale**
Evolution de nombre d'élèves dans les filières des écoles Centre d'Application, écoles Transformée et écoles Affiliées (CdA Salama, Manika, Vyombo pour les filières Electronique, Electricité et Mécanique générale)	**CdA Salama** 2013 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : 206 Electronique : 136 Mécanique Générale : 326 Imprimerie : 179 Mécanique auto (C-L) : 110 Mécanique auto (C-P) : 58 Mécanique machines-outils : 45 **Ecoles transformées** **Kiwele** Electronique : 40 **Kilima** • Electricité : 8 • Mécanique générale :32 • Mécanique auto : 0 Prélever l'effectif de 2014-2015 (toute confondue et puis par section ***CdA Itima*** *2013(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 171 • Mécanique General : 260 • Mécanique Auto : 226 • Electronique : 0 • Mécanique machines-outils : 118 • Construction : 0 ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :0 • Informatique :0 • Chimique Industriel :0 • Vétérinaire : 15 **Muungano** • Vétérinaire :0 • Secrétariat-informatique :32 • Chimique Industriel :0 **CdA Vyombo** 2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 438 • Electronique : 158 • Mécanique General : 421	**CdA Salama** 2014 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : 245 Electronique : 141 Mécanique Générale : 392 Imprimerie : 185 Mécanique auto (C-L) : 127 Mécanique auto (C-P) : 65 Mécanique machines-outils : 48 **Ecoles transformées** **Kiwele** Electronique :89 **Kilima** • Electricité : 79 • Mécanique générale : 109 • Mécanique auto : 43 Prélever l'effectif de 2014-2015 (toute confondue et puis par section ***CdA Itima*** *2014(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 214 • Mécanique General :274 • Mécanique Auto :219 • Electronique : 55 • Mécanique lachines outils : 140 • Construction : 18 ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :0 • Informatique :0 • Chimique Industriel :0 • Vétérinaire : 28 **Muungano** • Vétérinaire :0 • Secrétariat-informatique :80 • Chimique Industriel :10 **CdA Vyombo** 2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 477 • Electronique : 181 • Mécanique General : 424				**Augmentation de 40%**

	• Construction : 211 • Mécanique auto : 311 • Ménuiserie : 7 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : 21 • Mécanique générale : 26 **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : 4 • Mécanique auto :12 • Electricité : 22	• Construction : 239 • Mécanique auto : 341 • Ménuiserie : 7 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : 36 • Mécanique générale : 31 **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : 17 • Mécanique auto :33 • Electricité : 36				
Proportion filles/garçon sortant(e)s dans les filières porteuses des écoles affiliées	**CdA Salama** 2012-2013 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité : Electronique : Mécanique Générale : Imprimerie : **Ecoles transformées** Kiwele Electronique : - Kilima • Mécanique générale :- • Electricité : - Prélever l'effectif de 2012-2013 (toute confondue et puis par section ***CdA Itima*** *2013(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : • Mécanique General : • Mécanique Auto : • Electronique : • Mécanique lachines outils : • Construction : ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :- • Informatique :- • Chimique Industriel :- • Vétérinaire : - **Muungano** • Vétérinaire :- • Secrétariat-informatique :-	**CdA Salama** 2013-2014 (effectif entrant toute confondue à septembre) Electricité :22 Electronique : 32 Mécanique Générale : 37 Imprimerie : 42 **Ecoles transformées** Kiwele Electronique : - Kilima • Mécanique générale :- • Electricité : - Prélever l'effectif de 2013-2014 (toute confondue et puis par section ***CdA Itima*** *2013(effectif entrant toute confondue)* • Electricité : 11 • Mécanique General :27 • Mécanique Auto :48 • Electronique : 0 • Mécanique lachines outils : 6 • Construction : 0 ***Ecole transformée*** ***Mawazo*** • Secrétariat :- • Informatique :- • Chimique Industriel :- • Vétérinaire : - **Muungano** • Vétérinaire :- • Secrétariat-informatique :-				**Augmentation de 100%**

	• Chimique Industriel :- **CdA Vyombo** 2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 45 • Electronique : 12 • Mécanique General : 440 • Construction : 25 • Mécanique auto : 39 • Ménuiserie : 0 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : - • Mécanique générale : - **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : - • Mécanique auto :- • Electricité : -	• Chimique Industriel :- **CdA Vyombo** 2013(effectif entrant toute confondue) • Electricité : 45 • Electronique : 12 • Mécanique General : 440 • Construction : 25 • Mécanique auto : 39 • Ménuiserie : 0 **Ecole transformée** **Institut PANDA** • Construction : - • Mécanique générale : - **Institut UFUNDI KIKULA** • Mécanique générale : - • Mécanique auto :- • Electricité : -				
Evolution du nombre de sortants qui sont employables une année après certification	18% employé du cycle long 38% employé AS/Jeunesse	**7.5%**				**60% d'augmentation**

NB (extrait du workplan Baseline): Il est à signaler que certaines des filières retenues dans les écoles transformées ne concordent pas avec celles qui fonctionnent au sein de Centre d'application. De cette façon, les Centres d'application ne vont pas arriver à jouer le rôle leur dévolus par la loi et ainsi aider les écoles transformées à garantir un la formation pratique requis pour les diplôme qui seras octroyez

La valeur cible de l'année 1 pour les sortants ne tient compte que des lauréats du cycle long dans les écoles Centre d'Application et école transformée du champ de mise en œuvre.

Les cycles court seront pris en compte pour les périodes à venir (deuxième année) en vue de mieux comprendre les effets produits (insertion socio professionnelle) à travers les 2 cycles. A partir du deuxième année l'enchantions d'école seras élargie aussi (en plus que au CdA et au Ecoles Transformée) aux écoles Affilié qui ferons partie du dispositif CdR.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Le projet a atteint la phase de démarrage effectif.
Les contraintes rencontrées au début ont été surmontées et l'atteinte des indicateurs se trouvent présentement sur la bonne voie.
A titre illustratif, on observe (par rapport le nombre de sortant) déjà une croissance du taux des élèves entrants et/ou sortants dans les filières porteuses des structures appuyées.
Un taux de réussite de 99.50% dans les filières porteuses ciblées a été enregistré aux EXETAT pour l'année 2013-2014.

La mobilisation des acteurs impliqués et la circulation de l'information sur l'importance de la formation technique à travers les écoles du champ de mise en œuvre de EDUKAT, tout cela couplé à l'évolution croissante des compétences techniques due à la croissance de la production du cuivre et autres matières précieuses, base de l'économie de la province est très probablement l'une des raisons explicatives de la croissance des entrants dans les filières techniques.

On enregistre alors, face au manque de perspectives qu'offrirait le secteur d'enseignement général et la demande accrue en compétences techniques, une hausse des effectifs et un changement d'appréhension populaire concernant les filières techniques et leur capacité à concourir au développement de la société.
En effet, pendant longtemps, les ménages/familles pensaient que les filières techniques offraient moins de perspectives aux lauréats à s'intégrer dans la sphère de la gestion, privilégiant ainsi des formations à caractère général sur la formation technique.

Et des effets, bien que latents, se sont fait sentir, le taux d'insertion professionnelle allant aussi croissant. Signe que le secteur de formation technique commence à intégrer les mœurs et qu'à travers les résultants qu'il donne, il renforce son attrait tout en consolidant la foi qu'on en lui les bénéficiaires que sont autant les personnes formées que les destinataires des services issus de la formation reçue.

L'amélioration de l'insertion professionnelle et la dotation du dispositif d'un cadre incitatif alliant qualité de la formation technique et motivation du cadre pratique, dans un contexte de croissance permanente des besoins en compétences techniques pour les entreprises, sans cesse en compétition, nécessitent un renforcement des mécanismes de formation et d'accompagnement des élèves que le projet aide à mettre en place.
Dans le moyen terme, les entreprises qui sont souvent contraintes de à recourir à l'extérieur pour obtenir des staffs aptes à produire dans un contexte d'exigence de la technologie moderne ou de procéder à une formation préalable à leurs frais en vue d'atteindre un seuil de productivité optimale auront des compétences à leur portée et pourront ainsi mieux développer leurs plan d'extension et développement sur fond des opportunités disponibles et auquel le projet contribue.

2.2.3 Impact potentiel

Les interventions des EDUKAT ont eu un impact effectif sur la recherche effréné de la province à faire concorder la formation technique et les besoins effectifs de la main d'œuvre sur le marché.
Le principe Adéquation Formation-Emploi tend de plus en plus à intégrer le mécanisme fonctionnel des structures ciblées, tous les acteurs devenant de plus en plus défenseurs de la recherche de plus de performance et utilité des personnes formées à travers le réseau de formation technique et professionnelle.

En effet, les besoins se sont avérés effectifs dans le cadre de la qualité de l'offre de l'enseignement, la disponibilité des équipements et l'actualisation des connaissances dans le chef des enseignants ainsi que l'insertion professionnelle des lauréats issus des centres cibles. Ce dernier objectif, bien que faisant partie des visées des structures d'enseignement technique et formation professionnelle ne semblait pas faire partie des priorités effectivement acquises.
L'intérêt des bénéficiaires qui, au vu de leur implication, ont démontré l'attachement qui est fait à la question de l'insertion professionnelle et les opportunités qu'offrent l'enseignement technique et la formation professionnel dans le contexte de la province du Katanga pousse à croire que l'avenir, dans ce secteur, peut rassurer plus d'un.

2.3 Performance de l'output 1

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année N-1**	**Valeur année N-2**	**Cible année N-3**	**Cible année N-4**	**Cible finale**
Evolution dans la Réhabilitation de Centre d'Application.	0 centres d'application	2/14	14/14	14/14	14/14	14/14
Evolution dans la construction du Centre de Ressources Katanga I	0 centre de ressource	4/14	14/14	14/14	14/14	14/14
Evolution dans l'équipement de CdR	0 centre de ressource	0%	1/1	1/1	1/1	1/1
% des filières porteuses équipées dans les CdA	0 CdA Salama CdA Itima CdA Vyombo	6	6	6	6	6
% des écoles affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses	**0**	0	30% de 20	60% de 20	100% de 20	100% de 20
Nbre des d'élèves (f/h) qui participent à la formation pratique approuvé par le secteur privé dans les CdR et CdA	**0**	0	45	90	135	Augmentation de 135
% des élèves certifiés dans les CdR	**0**	0	80% de 45	80% de 90	80% de 135	80% de 135
Flux de fréquentation de formations pratiques des élèves (f/h) des écoles affiliés transformées au CdA	**0**	0	30% des finalistes	60% des finalistes	80% des finalistes	80% des élèves du cycle terminal (5è et 6è)
Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initiale de 15%	**0**	**0**				
NB : Les données sur les formations vont être fournies sous le Q1 de l'année 2015. En effet, une évaluation des besoins en formation vient d'être clôturée par le programme PRECOB qui va appuyer la mise en œuvre des activités relatives à cet indicateur. A l'issue du processus de renforcement des compétences sélectionnées pour prendre part aux formations identifiées, toutes les données nécessaires vont être recueillies et enregistrées.						

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Outputs1				
Arriver à avoir le draft de statut Juridique CdR Katanga				
Définir les listes des équipements nécessaires à la modernisation des filières retenue dans les établissements CdA (Salama, Vyombo, Itima) et dans le Centre de Ressources à Kilima				
Recrutement d'un bureau d'étude pour définitions de plans (faisabilité APS, APD) et suivi des travaux CdR/CdA				

Lancer l'appel d'offre pour le construction CdR a Kilima et réhabilitation CdA Salama,Vyombo,Itima				
Recruter le personnel technicien pour le CdR Salama /CdA et les experts transversaux (accès) au sein du projet EDUKAT				
Identifier/acheter les consommables nécessaires aux filières appuyez dans les CdA				
Identifier le besoin (avec les services déconcentrés) en réhabilitation des écoles CA (Centre Affilié)				
Distribution des programmes de formation National dans le CdA/CA (transformés et régie par le CdR Katanga)				
Identifier/exécuter le plan de maintenance curatif pour les équipements des filières appuyez dans les CdA (élèves et professeurs)				
Promouvoir l'EFTP en participant au business meeting Katanga et rallye emploi avec projet PAEJK				

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Les initiatives de base ont été entamées.
Les actions préalables à la configuration effective du Centre de Ressources Katanga (réseautage des écoles de l'ETFP afin d'améliorer la qualité de l'enseignement technique) ont connu du retard par le fait de changement de site d'implantation Centre de Ressourcé Division Provincial Katanga I et le recrutement du staff nécessaire.
Le renforcement des capacités du personnel clé des CdA et CA qui va être entamé au Q1 de l'année 2015 va certainement aider dans le renforcement du dispositif et appuyer les CdA et CA dans l'acquisition des connaissances requises en vue d'allier les enseignements transmises à l'évolution du contexte scientifique et technologique selon les filières appuyées.

Il importe toutefois de noter que les mécanismes nécessaires y relatifs ont été pris et que les services techniques concernés de la Division Provincial Katanga I sont impliqués dans la finalisation de toutes les étapes nécessaires pour clore avec les étapes requises pour accélérer avec les actions liées à l'axe infra/équipement du Centre de Ressources.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'ETFP						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année N+1**	**Valeur année N**	**Valeur année N**	**Valeur année N**	**Cible finale**
Ecoles CdA et écoles affiliées avec une convention avec les entreprises sur le total (ratio)	0	0	10	20	24	24
% de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Katanga	0	0				164000 Euros
% de contribution du secteur public aux frais de fonctionnement CdR Katanga	0	0				164000 Euros
Ecoles CdA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total de CdA	0	0	2	3	4	4
Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total des CA	0	0	4	14	20	20
Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA	0	0	2	3	4	4
Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA	0	0	4	14	20	20
Fonctionnaires en place dans les services compétents par rapport au Plan Provincial	0	-				
Nbre des fonctionnaires ayant participé aux formations qui améliorent le score du teste de 15% sur le total des participants	0	0				
NB : Comme pour l'indicateur précédent, les formations vont être exécutées sous le Q1 de l'année 2015. Ainsi, les données seront recueillies et fournies à l'issue de cette période. Face aux difficultés de recueillir toutes les données centralisées auprès des services compétents, les informations relatives au nombre des fonctionnaires existants vont être fournies sous le Q1 de 2015, le temps que les services techniques compétents finissent la collecte et la centralisation de toutes les informations.						

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Disposer d'une carte dynamique pour visualiser l'offre et la formation (phase 2 étude de base)		■		
Redynamiser le dialogue multi acteurs (Comité de Pilotage CdR Katanga et comité de concertation)			■	
Identifier les points clé dans l'organisation d'une école ETFP		■		
Mettre à disposition des CdA des moyens (AE) pour l'insertion et la maintenance (vision intégrée)			■	
Recruter les experts transversaux (pilotage) au sein du projet EDUKAT		■		
Avoir une analyse organisationnelle/plan de formation des services compétentes		■		

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les actions préalables au fonctionnement effectif du Centre de Ressources Katanga ont connu du retard par le fait qu'une vision multi acteur de l'ETFP ne ressort pas de la contribution de toute en chacun. Un fonctionnement saucissonné de l'ETFP est constaté au sein du pilotage.
Il importe toutefois de noter que les mécanismes nécessaires y relatifs (gestion multi acteur) ont été pris et que les services techniques concernés de la Division Provincial Katanga I et du Cabinet Provincial sont impliqués dans la

finalisation de toutes les étapes nécessaires pour clore avec les étapes requises pour accélérer avec les actions liées à la mise en place du Comité de Pilotage CdR et de la commission de concertation de l'ETFP.

Des efforts ont été tout de même enregistrés dans la visée du gouvernement provincial d'assurer une auto prise en charge par l'Etat du dispositif CdR et CdA.
Un effort visant à rendre les CdA des plaques tournantes dans la recherche de plus d'appui pratique aux écoles issues de la reforme ETFP a été enregistré au point de voir un CdA de Lubumbashi suspendu momentanément compte tenu du fait qu'il ne semble pas très engagé dans l'appui attendu de lui pour rendre efficace la formation pratique au sein des Ecoles transformées.

La mise en euvre, en ce qui concerne ce résultat, a connu du retard aussi à causes des limites enregistrées dans la prise en charge par les CdA du stage professionnel. Cela étant lié aux partenariats développés par les CdA envers les écoles transformées ainsi que les entreprises de la place dans le but d'une plus forte employabilité et fonctionnalité du dispositif, des efforts sont nécessaires, durant la période à venir, afin de faire des acteurs clés des CdA et ecoles transformées de véritables mobilisateurs des énergies visant à rendre le dispositif attractif et ainsi diversifier des issues pour des stages de professionnalisation plus aboutis au profit des sortants. Aucune analyse récente et fiable des instituts CdA qui ont déjà une convention de partenariat avec les entreprises n'existe pas pour l'instant, donnant lieu à une situation ou le niveau basique est néant jusqu'à nouvel ordre.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi par un accompagnement à l'insertion socio professionnelle						
Indicateurs	**Valeur de la *Baseline***	**Valeur année N-1**	**Valeur année N-2**	**Valeur année N-3**	**Valeur année N-4**	**Cible finale**
Nbre d'élèves (f/h) des filières porteuses qui ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprise ou CdR dans un établissement sur le total	0	0	40%	60%	80%	80% des finalistes CA et CdA
Le degré d'insertion à l'emploi (Nbre d'élèves accompagnés par l'UFE en insertion d'emploi /Nbre d'élèves qui ont un emploi grâce à l'UFE)	2.3%	7.5%	30%	60%	100% de 45	100% de 45
Nbre de jeunes accompagnés pour l'insertion par les UFE pendant un an après la fin de la formation (f/h) sur le total des certifiés	0	0	0%	20% des sortants confondus	40% des sortants confondus	40% des sortants confondus
Nbre d'établissements qui ont une UFE répondant aux critères d'opérationnalité	0	0	2	3	4	4
Nbre d'initiatives innovantes financées dans les filières appuyées	0	0				

NB : Le taux d'insertion à l'emploi est estimé, sous la Baseline à une moyenne 2.3% en fonction de 0% Vyombo, 0% ITIMA et 7% Salama.
Toutefois, il faut souligner que pour 2014, le calcul a été fait sur base des lauréats qui n'ont pas bénéficié de la formation supplémentaire (module CdR, accompagnement en entreprise). Le travail effectif et le stage professionnel ont été pris comme base de calcul.
Par la suite, sous l'année 2, la base de calcul sera élargi et tiendra compte, au-delà du travail formel, du stage professionnel, tout travail informel et encadrement hors des entreprises organisées en vue de mieux recueillir tous les aspects qui conduisent au travail de lauréats sortants des écoles techniques visées par la présente intervention.
En outre, concernant les initiatives innovantes, des critères de choix seront définis afin d'assurer que ces initiatives concourent effectivement à la promotion des œuvres de l'esprit. Des cibles seront déterminées au fil de l'évolution dans la mise en œuvre en vue prendre en compte le contexte et ainsi, aboutir à des chiffres qui cadrent bien avec les réalités spécifiques liées à cet indicateur combien particulier.

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Commencer les processus pour identifier les modules pratiques à développer (additionnels) phase 3 études de base avec FEC/COPEMECO			■	
Répertoire du succes story du PAEJK		■		
Etats des lieux des UFE fait dans les trois CdA		■		
Mettre en place dans une manière systématique les différents types de stage au sein des CdA			■	
Recruter les experts (insertion) au sein du CdR Katanga et les dispacher dans le CdA (création service UFE)			■	
Identifier/développer les outils de travail pour les UFE		■		
Certification de modules de formations courtes à mettre en place avec le secteur privé			■	
Apprécier l'Ingénierie de formation à mettre en place dans le CdR Katanga			■	
Accompagnement et suivi des sortants			■	

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le progrès a été assez lent pour des raisons liées au non fonctionnement des UFE.
En effet, avant que ces dernières ne deviennent effectivement fonctionnelles, la question de l'accompagnement et de l'insertion continue à subir le coup de ce manquement.
Le temps pris dans l'effectivité et l'efficacité de la réforme en ETFP et les contraintes, voire les limites des CdA dans la collaboration avec le secteur privé en vue de bénéficier des appuis divers ont rendu la voie conduisant vers l'atteinte de ce résultat quelque peu difficile.
Les services compétents de l'EPSP ont toutefois mis en place des mécanismes (révisitation de l'organigramme de l'école) susceptibles d'assurer que les actions soient accélérées et que sous l'année 2, les UFE prennent effectivement forme en vue d'un accompagnement permanent des élèves sortant des CdA.
Des efforts ont été enregistrés sur plusieurs points notamment la collaboration avec PAEJK dont les leçons servent dans la mise en places des mécanismes susceptibles de rendre plus efficace le processus d'auto création d'emplois. Pour cela, les outils nécessaires de travail pour les UFE sont en train d'être élaborés, un état des lieux dans les écoles a permis de différencier les différents types de stage mis en place au sein des CdA.

2.6. Thèmes transversaux

2.6.1. Genre

La promotion du genre a été de manière assez claire un point clé de l'intervention.
Sans aborder la question sous l'aspect des quotas à atteindre, le projet a veillé à mobiliser tous les bénéficiaires et leurs communautés respectives sur la nécessité à promouvoir l'équilibre homme femme et surmonter ainsi la conception selon laquelle, certains domaines, spécifiquement technique sont l'apanage de seuls hommes.
Dans ce sens, l'approche a centré sa communication sur l'enseignement de tous les élèves, filles et garçons en vue d'asseoir le principe d'égalité entre les sexes dans le cadre de la formation technique.
Cet aspect étant lié au changement de comportement des acteurs, il serait rêveur de penser bouleverser les tendances de manière très significative au bout d'une année d'intervention.
Toutefois, des résultats assez encourageants ont été observés, le taux des filles entrants dans les 3 filières porteuses de base au sein de 3 CdA ayant accru de 56% au bout d'une année.

2.6.2. Environnement

Une attention a été porté aux aspects environnementaux, bien que encore débutante
En effet, en vue d'assurer que la protection de l'environnement demeure le centre de toutes les actions, les études préalables avant tout aménagement ou construction des CdR et CdA ont veillé à assurer que l'impact des travaux sur l'environnement soit sensiblement amenuisé.

Dans ce cadre de la construction du centre de ressources Katanga 1 (l'option d'une construction préfabriquée a été levée), une étude de sol des fondations des hangars qui doivent abriter les machines a été menée par le laboratoire national des travaux publics. L'objectif est d'assurer que les normes techniques et de résistance sont garanties et que tout possibilité de nuisance évitée.

Dans le souci de garantir la décence des lieux, un mécanisme de collecte des eaux des pluies et des eaux usagers sera aménagé sur tous les sites, une autonomie en eau sera assurée pour chaque site et, pour réduire la dépendance aux contraintes du système public de fourniture en eau, un mécanisme de constitution des réserves ou d'autonomie en besoins en eaux sur fonds des énergies renouvelables sera mis en place dans tous les sites.

La qualité d'outils et pièces utilisés tiendra compte des exigences environnementaux et des contraintes que la nature du site peut imposer en vue d'opter pour des outils qui garantissent contre tout risque d'impact sur l'environnement sur les sites.

2.6.3. Autre

2.7. Gestion des risques

Trois risques avaient initialement été identifiés lors de la formulation du DTF à savoir :

- Le détournement du fonctionnement des CdA et CdR par les partenaires institutionnels ou par l'institution hôte
- Le Manque de personnel qualifié et compétent pour le dispositif CdA et CdR
- La mauvaise utilisation et maintenance des équipements des CdR et établissements appuyés

Lors de l'atelier MoRE, les acteurs concernés par le projet ont élargi le champ et identifiés de nouveaux risques qui pourraient influer sur la mise en œuvre

La transformation des écoles d'enseignement générale (EGN) en Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP) a changé le contexte éducationnel dans lequel EDUKAT devait initialement travailler. La prise en compte de ce changement de contexte a conduit à la nécessité de diviser les résultats en sous résultats en vue d'une lecture et un suivi plus aisés. A l'occasion, les équipes EDUKAT, PRELUB, et les partenaires clés ont procédé à l'identification de risques supplémentaires liés à chaque sous résultat. Ces risques sont repris dans le tableau ci-dessous qui comprend ainsi tous les risques actualisés.
Pour chaque catégorie de risque, des actions de mitigation ont été définies, des responsables désignés ainsi qu'un timing établi pour un suivi efficace.

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	**Période d'identification**	**Catégorie**	**Probabilité**	**Impact Potentiel**	**Total**	**Action(s)**	**Resp.**	**Deadline**	**Progress**	**Status**
Détournement du fonctionnement des EdR et CdR par les partenaires institutionnels ou par l'institution hôte	Formulation	OPS	Medium	Hight	High Risk	Élaboration de contrat de gestion et contractualisation tripartite (CTB, province, institution) Concept d'appui au réseautage des centres affiliés	UCOP	27/02/2015	Draft de convention entre CdR, CdA et CA en train d'être élaboré. Critères de choix pour l'intégration au réseautage en train d'être finalisé.	En cours
Manque de personnel qualifié et compétent	Formulation	OPS	Low	High	Medium Risk	Hauteur du Salaire prévu Budget de formation pour le staff national Possibilité de jumelage et d'appui international	UCOP	31/12/2014	Le Staff recruté et doté du statut de fonctionnaire public, salaire à payer conformément au barème de Mbudi de signature. Le processus de recrutement pour 5 profils transversal vient d'être finalisé.	En cours
Risque de mauvaise utilisation et maintenance des équipements des CdR et établissements appuyés	Formulation	OPS	Medium	Low	Low Rick	Formation des formateurs Expert entretien Formations school management Audit des établissements affiliés	UCOP	30/03/2015	Besoins en formations identifiés et planifiés, recrutement de l'expert en entretien en cours de finalisation	En cours
Absence de l'Arrêté Ministériel créant les CdR et ses modalités de gestion	Formulation	OPS	Low	Low	Low Risk	Appuyer le processus de préparation de l'Arrêté créant les CdR suivi de l'élaboration du ROI (règlement d'ordre intérieur)	RR/ UCOP EDUKAT	fin 2015	ROI CdR National en discussion au COMCOM	En cours
Avoir de CdA trop loin de bassin de l'emploi	01/04/2014	OPS	High	Low	Medium Risk	Le MPEPSP après le mapping entreprise/école (maching) propose d'autres CdA	MPEPSP +UCOP EDUKAT	fin 2014	L'exercice de maching est finalisé. Il y a une CdA agricole provincial qui vient d'entrer dans le dispositif CdR Katanga	En cours
Manque d'expertise pointue localement (excès de ligne budgétaire)	01/04/2014	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Recours à expertise extérieure	UCOP EDUKAT	fin 2015	L'expertise n'as été pas encore identifié (il faut d'abord connaitre les besoin des entreprises).Contrat cadre avec Syntra disponible	En cours

Insuffisance des fonctionnaires (professeurs) disponible à être mécanisés dans les filières porteuses (CdR)	01/04/2014	OPS	Mediu m	Medium	Medium Risk	Recrutement du personnel non fonctionnaire du MINEPSP	MPEPSP+ UCOP EDUKAT	sept-15	Pour les techniciens les processus de recrutement est entrain de commencer (appel à manifestation d'intérêt prêt à être lancée)	En cours
Coûts supplémentaires de la formation pour les parents	01/04/2014	DEV	Mediu m	Medium	Medium Risk	Sensibiliser le Gouvernement provincial et le conseil d'administration CdR Katanga pour donner acces au CdR gratuitement	UCOP EDUKAT	fin 2015	La sensibilisation sur la création de CdR/CdA est en cours	En cours
Inadéquation de la formation dans le CdR (qualité de la formation)	01/04/2014	DEV	Mediu m	High	High Risk	Implication effective du secteur privé dans la formation et de l'IPP	MPEPSP, IPP et UCOP EDUKAT	fin 2016	Le bassin d'emploi des CdR/CdA a été cartographié .L'IPP est en train d'être sensibilisé sur la formation additionnelle qu'il devra certifier.	En cours
Le vide juridique du CdR Katanga (le CdR devient une école d'application)	01/04/2014	DEV	Low	High	Medium Risk	L'élaboration durant l'intervention du statut et de la contractualisation du CdR/CdA/CA y compris la création du conseil d'administration	MPEPSP+ UCAG	fin 2014	Draft arrêté provincial pour la concertation ETFP prêt à être signé. Draft ROI provisoire provincial prêt à être signé.	En cours
Manque de financement (frais de fonctionnement et consommables) pour le CdR Katanga et ses antennes	01/04/2014	OPS	High	Low	Medium Risk	Sensibiliser les Gouvernements Provincial et National et les partenaires privés	MPEPSP+ UCAG	fin 2016	Le cout des prises en charge des RH CdR (160.000 € environ) a été déjà accepté (acté dans le PV SMCL Décembre 2014). Les TDR pour une consultance qui va aider le processus de création du Fond de Formation Professionnelle seront rédigés pour la fin 2015	En cours
Manque d'entreprises prêtes à contribuer au financement du CdR Katanga	01/04/2014	OPS	Mediu m	Low	Low Risk	Sensibiliser les entreprises	MPEPSP	fin 2016	Les séances de sensibilisation envers les entreprises sont en cours. Une démarche est en train d'être piloté par le Ministre en charge de l'Education.	En cours
Désintéressement des entreprises envers les stages professionnalisant dans le CdA	01/04/2014	OPS	Mediu m	Medium	Medium Risk	Sensibilisation et plaidoyer auprès du SP. Trouver la manière d'appliquer la convention partenariat public privé et promouvoir les conventions de partenariat	MPEPSP+ UCOP EDUKAT	fin 2015	Les séances des sensibilisations envers les entreprises sont en cours	En cours

Mauvais choix des filières porteuses dans les CdA	01/04/2014	OPS	Mediu m	Medium	Medium Risk	Changer les filières reprises dans les arrêtés 285,286	MNEPSP+ MPEPSP	fin 2014	Une analyse détaillée des filières développée dans CdA a été réalisé	En cours
Le comité de gestion et de parents n'arrivent pas à changer la répartition des recettes dans la gestion des écoles (maintenance, consommables)	01/04/2014	DEV	Mediu m	High	High Risk	Proposer une grille de répartition et mener des activités avec les comités de gestion et des parents des écoles	UCOP EDUKAT	fin 2015	L'analyse sur la gestion des services des écoles est en cours (projet d'établissements)	En cours
Les RH nécessaires au fonctionnement des services compétents ne sont pas affectés	01/04/2014	OPS	Mediu m	Medium	Medium Risk	Utiliser l'analyse organisationnelle pour faire du plaidoyer. Demander à la province de les prendre en charge	UCOP EDUKAT	fin 2015	L'analyse organisationnelle des services compétents est finalisée. Un plan de formation pour les services compétents est en train d'être rédigé	En cours
Manque d'opérationnalisation des UFE	01/04/2014	OPS	Mediu m	Medium	Medium Risk	Sensibiliser et mettre en application l'arrêté Ministériel	IPP, UCOP EDUKAT	Q2 2014	L'organigramme des CdA est en train d'être revue	En cours
Démotivation du personnel en charge de l'insertion dans les CdA	01/04/2014	OPS	Mediu m	High	High Risk	Plaidoyer à travers les comités de gestion de CdA pour faire comprendre l'importance de l'accompagnement	MPEPSP, UCOP EDUKAT	fin 2015	Le processus de recrutement des ATN Insertion devras être relancé (première recrutement sans candidat potentielle) Une listes de potentielles candidats a été demandé aux services compétentes (recommandation SM CL)	En cours
Les formations additionnelles et les stages en entreprise (CdR) n'augmentent pas l'employabilité des lauréats	01/04/2014	DEV	Mediu m	Medium	Medium Risk	Assurer la qualité du stage à travers les maîtres de stage et de la formation par le recrutement des techniciens praticiens compétents	UCOP EDUKAT	fin 2015	L'outil de stage est en train d'être revue avec l'appui de l'ATI Insertion	En cours
Le CDR Katanga n'arrive pas à assurer la sensibilisation sur l'innovation technologique et thèmes transversaux	01/04/2014	OPS	Mediu m	Medium	Medium Risk	Sensibiliser et former les responsables du CdR Katanga à l'innovation	MPEPSP, UCOP EDUKAT	fin 2016	Il faut étendre la création du CdR Katanga	En cours
Les RH Centre de Ressource Katanga ne sont pas opérationnelles (retard dans la mise en œuvre des activités avec les écoles)	15/10/2014	OPS	Mediu m	Medium	Medium Risk	Accélérer le processus de recrutement	RH Kinshasa	fin 2014	Le première 5 profilent RH transversal (Gestionnaire CdR, Expert Pédagogue, Expert relation secteur Privé, deux Expert en School Management) entreront en fonction en Q1 2015. Les restant ressource humaine serons mise en place en Q4 2015	En cours

La construction du Centre de Ressources est en retard	15/10/2014	OPS	High	Low	Medium Risk	Trouver une solution alternative au recrutement d'un bureau d'étude dédié à la phase de validation de l'Avant-projet détaillé	UCOP UCAG	fin 2014	APS réalisé par le service infrastructure de la Division Provincial. Recrutement d'un cabinet pour la réalisation de l'APD en cours.	En cours
Le Centre d'Application Salama n'es pas intéressé à jouer le rôle dans la transformation (pas d'intérêt à être réhabilité et équipé)	15/10/2014	DEV	High	Low	Medium Risk	Trouver un accord avec la Province et le Salésienne et dans le cas échéant changer d'école	CABINET/PROVED	fin 2014	Le Ministère en charge de l'Education a demandé via la coordination de demander au Salésienne leur réelle intention. Choix d'une autre éventuelle CdA (via accord SMCL) fin Q1 2015	En cours

3. Pilotage et apprentissage

3.1. Réorientations stratégiques

1. EDUKAT interviendra dans le Centre d'Application appelé à appuyer la transformation des écoles secondaires générale. Le projet appuiera les filières dans les Centres d'Application afin d'assurer que le Centre Transformé puisse faire la formation pratique.
2. Suite à la définition des besoins en réhabilitation identifiés au moment de la validation du champ de mise en œuvre proposé par la SMCL du 04/07/2014 (1 Centre de Ressources et 3 Centre d'Application) et dans le but de prioriser le plus grand nombre de réhabilitations en qualité des Centres d'Application, l'UCOP devra réorienter une partie du budget Centre de Ressources et chercher des moyens financiers pour exécuter l'ensemble des réhabilitations dans le CdA.
3. Devenir un partenaire crédible du Ministère d'encrage afin d'aider l'opérationnalisation de la convention partenariat public - privé (voir formation additionnelle gratuite à dispenser aux lauréats).
4. Développer des modalités autres que l'approche « institutionnel » (dont promotion de la mise en œuvre de la convention partenariat public privé) pour développer le partenariat avec les entreprises minières. Faire d'une sorte que le politique puisse donner crédibilité à la démarche.
5. S'assurer que l'aspect accompagnement à l'insertion socio professionnel puisse rester la priorité principale du projet.
6. Impliquer davantage les services compétentes décentralisés en mettant l'accent sur les aspects qualité de la formation, le renforcement des capacités tant des techniciens que des services compétentes.

3.2. Recommandations

A travers les réunions du SMCL, différentes recommandations ont été formulées en vue d'assurer une mise en œuvre efficace du projet EDUKAT.
Le tableau qui suit reprend en détail les recommandations formulées et les mécanismes d'exécution de ces dernières en vue d'assurer que dans les délais requis, les responables de chacune des actions identidifiées s'enquièrent de leurs obligations.

N°	Décision	Acteur	Date limite
N	Description des recommandations	L'acteur responsable de la (des) approbation de la recommandation	p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1
1	Le ROI devra être disponible et soumis à la signature au même moment que la signature du PV de la SMCL.	UCOP	juillet 2014
2	Le Président recommande que les activités du Projet EDUKAT soient vulgarisées dans une manière simple afin que les membres de la SMCL et tous les intervenants puissent comprendre d'une manière objective les orientations stratégiques.	UCOP	01/09/2015
3	La SMCL recommande que compte tenu des profils pointus demandés, la procédure de recrutement des ATN soit « ouverte » aux fonctionnaires et autres experts indépendants. En cas d'égalité de compétences à la fin de la procédure, l'avantage sera donné aux fonctionnaires déjà mécanisés	UCOP/RR/ SECOPE	aout 2014
4	La SMCL recommande que le processus de recrutement soit initié/piloté (appel à Manifestation d'Intérêt) par les services compétents des divisions provinciales (PROVED). Le Projet EDUKAT produira le TDR/les profils pour les postes et les mettra à la disposition du PROVED et participera aux différentes commissions de recrutement suivant la procédure proposée par l'UCOP et son avis demeure prépondérant.	UCOP/RR/ PROVED	1/7/2014
5	La SMCL recommande de veiller à ce que la formation professionnelle additionnelle donnée par le CdR soit gratuite et adressée principalement aux apprenants élèves de l'ETFP, sans néanmoins exclure d'autres apprenants. Dans le cas des stages des apprenants des écoles transformées, dans les Centres d'Applications CdA, il faudra être attentif à ce que ces apprenants ne puissent pas devoir payer les frais supplémentaires, le minerval étant déjà élevé ;	PROVED/ Ministère Provincial	Permanent

N°	Décision	Acteur	Date limite
6	La SMCL recommande de mettre en place un Comité de Pilotage pour le CdR Katanga avec une composition des membres conforme à celui préconisé par le DTF qui est le fruit d'un consensus ;	Ministère Provincial	Avant la tenue de la prochaine SMCL
7	La SMCL recommande à la partie Belge de poursuivre les échanges concernant le fonctionnement du CdR (références Arrêté N° 005/2014/05/05/2014 et projet de ROI en cours de validation) dans les instances appropriées, autant au sein du COMCON qu'au sein du Comité des partenaires, le cas échéant.	RR	31/12/2014
8	Pour Kolwezi la SMCL recommande à l'UCOP: de valoriser l'existant de ITIMA (Institut technique Manika) et au lieu d'y loger un centre de ressources CdR, procéder à la réhabilitation et à l'achat des équipements techniques nécessaires à la formation comme Centre d'Application CdA (pour toutes les filières organisées).	UCOP	31/9/2014
9	Pour Lubumbashi, la SMCL recommande à l'UCOP: en concertation avec le Ministère Provincial de faire une autre proposition motivée d'implantation sur un terrain qui doit nécessairement appartenir à l'Etat et assurer une pérennisation de l'investissement.	Ministère Provincial	31/10/2014
10	La SMCL recommande à l'UCOP de soumettre à la prochaine SMCL la liste d'autres CdA potentiels (moyennant analyse) et de mettre en attente les choix des CdA Mutufwate, CdA Elimu et CdA Lumière de Christ.	PROVED	31/10/2014
11	La SMCL recommande à l'UCOP d'intégrer dans la liste des filières à appuyer la mécanique automobile dans le CdA ITIMA.	SMCL	31/07/2014
12	La SMCL recommande à l'UCOP de garder les filières agricoles et commerciales et d'explorer une autre manière de mise en œuvre (formation pratique), idéalement en identifiant une ferme relevant des pouvoirs publics. Une décision définitive sur la mise en œuvre des filières dans le CdA restant sera examinée dans la prochaine SMCL.	SMCL	31/07/2014
13	Pour la filière informatique à insérer comme cours transversal dans CdA Vyombo, CdA ITIMA, CdA Salama la SMCL recommande à l'UCOP, qu'il faille une évaluation du niveau de performance actuelle de la section informatique dans les centres d'applications ou la filière est déjà opérationnelle (mettre en place un mécanisme d'appui capable de renforcer les capacités des sortants en matière d'informatique).	UCOP	Permanent
14	La SMCL recommande à l'UCOP d'étudier la prise en compte d'autres domaines potentiels (filières) à développer dans le Centre de Ressource Katanga dont : mine, chimie industrielle, menuiserie.	UCOP	31-09-2014
15	La SMCL recommande d'insérer dans le tableau de synthèse (du PPT) le trimestre de la programmation et durée des activités.	UCOP	31-09-2014
16	La SMCL recommande à l'UCOP de commencer la mise à jour des données reprises dans le tableau de monitoring.	UCOP	30/06/2014
17	Le Président de la SMCL recommande à tous les membres une lecture attentive des deux matrices (monitoring, risques) afin d'aborder ce point plus en profondeur dans la prochaine SMCL.	SMCL	30/06/2014
18	La SMCL recommande qu'une première réunion du comité régional de Gestion de l'antenne Bourse au Katanga ce tienne la semaine du 16 au 20 juin 2014. L'invitation sera lancée par le Président du Comité Régional de Gestion, son Excellence le Ministre en charge de l'Education, Mr Laurent KAHOZI.	SMCL	4/07/2014
19	La SMCL recommande au projet UCAG-EPSP et EDUKAT de se concerter afin d'apprécier (confort, impacts financiers) des éventuelles améliorations à prévoir dans les bureau occupé par l'equipe Edukat) . Cependant le Président de la SMCL propose qu'une décision définitive puisse ressortir à la prochaine SMCL.	UCAG/UCOP/PROVED	4/07/2014
20	La SMCL autorise l'achat d'une voiture double cabine supplémentaire (moyennant un déplacement budgétaire de 33.000 € a parti de la ligne Z0301 vers la ligne Z0201).Concernant l'achat des trois motos la SMCL déconseille pour le moment à cause du problème de sécurité routière dans la ville de Lubumbashi.	UCOP	4/07/2014

N°	Décision	Acteur	Date limite
21	Les membres de la SMCL conviennent sur la pertinence de la visite d'étude au Burundi et recommande qu'en plus de l'équipe de projet, que l'UCOP puisse intégrer trois autres personnes (DIRCAB, IPPA Katanga I et IPPA Katanga IV).	UCOP	31/09/2014
22	La SMCL décide d'implanter le Centre de Ressources Katanga I au sein de l'Institut Kilima dans le quartier Kamalondo/Kenya. La SMCL demande à l'UCOP d'entamer les procédures administratives et techniques pour une publication aussi rapide possible du marché de construction.	UCOP	30/06/2014
23	La SMCL recommande au Ministère provincial de l'Education Transport Recherche Scientifique et Energie de garantir la desserte en eau et électricité au futur CdR.	UCOP	31/03/2015
24	La SMCL recommande à l'UCOP d'engager un processus de communication/sensibilisation pour vulgariser l'appui à l'ETFP que le projet EDUKAT fera dans les communes de la Katuba, de la Kenya et de la Kamalondo.	UCOP	31/12/2014
25	Pour résoudre instamment le problème d'inconfort, vu le degré d'occupation et d'utilisation des locaux du Projet PRELUB (bâtiment SNEL au centre-ville), la SMCL décide que les deux Projets EDUKAT – PRELUB partagent les espaces de manière efficiente.	UCOP	31/12/2014
26	La SMCL décide que le Projet EDUKAT définisse tous ses besoins concernant la configuration du pavillon réalisé par l'UCAG qui assumera financièrement tout ce qui s'y rapporte.	UCOP	30/07/2014
27	La SMCL recommande au Projet EDUKAT d'établir une proposition d'aménagement des bureaux qu'il occupe en tenant compte de l'usage ultérieur par la Division provinciale ainsi que des règles de bienséance. Ces travaux seront pris en charge par le Projet EDUKAT ; ils seront préalablement validés par le Ministre de tutelle, Président de la SMCL.	UCOP	31/12/2014
28	Les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP d'intégrer parmi les membres permanents du Comité de Pilotage de Centre de Ressource Katanga la Chambre Fédérale des Mines. Une telle décision s'explique par le fait que chaque société minière intervient dans la formation des techniciens de manière isolée sans tenir compte des orientations stratégiques impulsées par le système ETFP provincial ;	SMCL/CABINET	31/12/2014
29	Les membres de la SMCL recommandent au Ministère de l'Education de prendre en compte l'option stratégique de redynamiser le fonctionnement de la Commission Interministérielle Provinciale ;	CABINET	31/12/2014
30	Les membres de la SMCL recommandent au Ministère de l'Education d'organiser de séance de sensibilisation au profit des autres projets qui s'occupe d'adéquation formation emploi (Paejk, Wallonie Bruxelles) afin de maximiser les efforts dans l'optique d'une gestion multi acteur de l'ETFP;	CABINET	30/11/2014
31	Les membres de la SMCL demande à l'UCOP de produire les propositions d'arrêtés relatifs à la création du Comité de Pilotage Centre de Ressource Katanga et à la création des Groupes de Concertation Locale ;	UCOP	31/12/2014
32	Dans la perspective de mobilisation des partenaires privés du Centre de Ressource Katanga, les membres de la SMCL recommandent à l'UCOP d'organiser une matinée d'échange (26 août 2014) avec les entreprises (surtout minières) sous le haut patronage du ministère provincial de l'éducation et en collaboration avec la FEC. La matinée veillera à faire connaitre la stratégie que le Ministère de l'Education est en train de mettre en œuvre (avec l'appui d'EDUKAT) pour répondre aux besoins de la main d'œuvre qualifiée.	CABINET	31/12/2014
33	La SMCL recommande à l'UCOP que dans le processus de sensibilisation du dispositif Centre de Ressources Katanga le Ministère de Mines puisse être impliqué d'avantage eu égard à toutes les dispositions du code minier.	UCOP	31/12/2014
34	La SMCL demande à l'UCOP et à tous les participants de la mission du Burundi de contextualiser le concept insertion dans son ensemble à la réalité du Katanga et de voir comment adapter les outils d'insertion déployés dans les écoles (outils informatiques de suivi.	UCOP	30/09/2014

N°	Décision	Acteur	Date limite
35	La SMCL recommande aux services compétents des Divisions Provinciales Katanga I et IV de se coordonner avec le Projet Edukat pour lancer dans le meilleur délai le processus de recrutement des ATN via un appel à Manifestation d'intérêt. Le Service des RH de la Représentation de la CTB à Kinshasa sont disposés à apporter son appui.	PROVED	31/12/2014
36	La SMCL demande à l'UCAG de voir comment pouvoir s'investir afin de partager la note stratégique produit sur l'insertion socio-professionnelle avec la Province du Katanga.	UCAG	31/12/2014
37	La SMCL donne son accord de principe sur la participation aux actions de l'ADEA pour autant qu'il n'y ait pas de conflit avec le niveau central. Elle recommande au Projet avec l'appui de la Représentation de mettre au clair tout le mécanisme d'appui et d'interaction avec le niveau central.	UCOP	22/01/2015
38	La SMCL recommande que le processus de recrutement pour les postes (RH CdR) qui n'ont pas pu avoir des candidats potentiels (notamment l'ATN Construction, deux ATN Insertion et l'ATN Entretien d'Equipement) puisse être accéléré, Elle demande au Ministère en Charge de l'Education de fournir à l'UCOP pour chaque profil demandé au moins trois candidats potentiels afin de les soumettre à l'épreuve écrit/orale	CABINET	27/02/2015
39	La SMCL recommande aux services compétents du Ministère Provincial et de la Division Provinciale Katanga I (PROVED, SECOPE) d'entamer les procédures administratives nécessaires à l'affectation (au CdR) des ressources humaines retenues lors de la première sélection, Elle leur recommande entretemps de notifier aux candidats retenus l'intention de les affecter au nouveau service;	PROVED	27/02/2015
40	La SMCL recommande au Ministère en charge de l'Education et aux services compétents que la base salariale qui sera prise en compte au moment de la lettre d'affectation du personnels CdR sera celui du palier Mbudy I (salaire de base du fonctionnaire plus prime)	PROVED/ CABINET	27/02/2015
41	La SMCL approuve l'organigramme présenté et demande à l'UCOP, sur base de l'organigramme proposé et sur base d'une ventilation de coût pluriannuelle , de produire une cadre organique du dispositif de formation CdR. Ce cadre organique devra permettre à la Province de connaitre le cout prévisionnel de fonctionnement du dispositif de formation CdR Katanga hors cout RH.	UCOP	27/02/2015
42	La SMCL demande à l'UCOP de poursuivre l'élaboration des textes juridiques du CdR Katanga tel que décrit dans le DTF du projet EDUKAT ;	UCOP	27/02/2015
43	Les membres de la SMCL demandent à la partie Belge et au Projet UCAG de jouer le rôle de facilitateur entre le National et le Provincial afin de surmonter les problèmes de caractère juridico/administratif liés à la mise en place des Centre de Ressources dans le différentes Division Provinciales du pays	UCAG	31/01/2015
44	La SMCL demande au Ministère en Charge l'EPSP de faire du plaidoyer envers le Ministère du Budget afin d'assurer le locaux nécessaire au Projet EDUKAT	CABINET	27/02/2015
45	Les membres de la SMCL demandent à l'UCOP de produire en collaboration avec l'équipe des juristes (d'ici le mois de janvier 2015) un « Règlement d'ordre Intérieur Provisoire » pour la mise en place du CdR Katanga. Le ROI qui sera proposé devra tenir compte de l'aspect statutaire que la structure provincial Centre de Ressource Katanga devra avoir. Tel choix s'explique pour le fait, que le texte régissant la création du CdR au niveau National présente des contraintes d'ordre temporaire dans la mise en application et dans le même temps de contrainte juridique/statutaire par rapport à la mise en place au niveau Provincial	UCOP	27/02/2015
46	Les membres de la SMCL demandent à l'équipe des juristes du Ministère d'intégrer dans le Règlement d'Ordre Intérieur Provisoire CdR (parmi les membres du Comité de Pilotage Centre de Ressource Katanga) la Chambre Fédérale des Mines ;	UCOP	27/02/2015
47	Les membres de la SMCL demandent à l'équipe des juristes du Ministère de produire un draft d'Ordonnance Provincial pour la mise en place de la concertation ETFP dans la Province du Katanga	UCOP	27/02/2015
48	La SMCL demande au Président de ladite structure et Ministre en charge de l'Education de prévoir ensemble avec le Ministre du Budget l'ouverture d'un compte bancaire dédié au CdR sur le budget de la Province du Katanga;	CABINET	31/12/2014
49	La SMCL demande à l'UCOP de produire un document de référence (Accord d'Exécution) qui explicite bien les modalités pratiques exigés de la partie Belge, afin que le versement des salaires de fonctionnaires (cofinancé aussi par EDUKAT) puisse être versé sur le compte CdR de la Province	UCOP	31/12/2014
50	Les membres de la SMCL renouvellent le souhait que les séances des sensibilisations envers les secteurs privés et les autres acteurs ETFP puissent être organisées dans les meilleurs délais. Le Président de la SMCL propose que trois séances des sensibilisations (Lubumbashi, Likasi, Kolwezi) au profit des entreprises/acteurs puissent être organisé/piloté (au cours du première trimestre 2015) par le Ministère Provincial en Charge de l'EPSP et que les autres Ministère impliqués dans l'ETFP puisse être présents aux séances.	UCOP	31/12/2014

N°	Décision	Acteur	Date limite
51	La SMCL demande à l'UCAG de produire une lettre de demande d'obtention de la note insertion socioprofessionnelle définie au niveau national, à adresser au Secrétaire Général EPSP avec copie pour information au Ministre de l'EPSP ainsi qu'à la Représentation de la CTB ;	UCAG	Q1 2015
52	Les membres de la SMCL valide le plan de formation proposé par le service compétent de la Division Provinciale Katanga I et demande au PRECOB de faire tout le nécessaire pour accélérer la phase d'exécution	PRECOB	Q1 2015
53	Les membres de la SMCL estiment que compte tenue de la similitude du contexte institutionnel entre la division provinciale Katanga I et IV Katanga IV, que le même plan de formation puisse être aussi élargie aux services compétents de la division Provinciale Katanga IV (décision motivée par une rationalisation du coût éventuel d'une autre Analyse Organisationnelle)	PRECOB	Q1 2015
54	La SMCL approuve le déplacement budgétaire tel que proposé par l'UCOP	UCOP	Q4 2015
55	La SMCL approuve la proposition technique formulée par l'UCOP et demande au Ministre en charge de l'Education et Président de ladite structure de faire tout le nécessaire (au moment des arbitrages budgétaires) avec le Ministère du Budget afin d'assurer la prise en charge progressive du budget CdR dans le budget Provincial;	CABINET	Q3 2015
56	La SMCL demande à l'UCOP, sur base de l'organigramme d'affectation RH (CdR) proposé,de produire le cadre organique du dispositif de formation. Le cadre organique devra permettre à la Province de connaitre le coût prévisionnel de fonctionnement du dispositif de formation CdR Katanga hors coût RH et quantifier d'une manière plus précise la contribution numéraire de la partie congolaise ;	UCOP	30/09/2015
57	La SMCL valide le placement du CdA Agricole dans l'école du Cinquantenaire a Kasenga ;	UCOP	30/09/2015
58	La SMCL donne l'accord de principe à l'UCOP de collaborer avec HPP Congo pour la définition d'un projet agricole à hauteur de 109.186 $ à implanter au sein de l'école du Cinquantenaire de Kasenga.	UCOP	30/09/2015
59	La SMCL recommande que toutes les partie prenantes (Ministère en Charge de l'Education et Ministère de l'Agriculture) puisse entre impliqué dans la définition du texte définitif du projet agricole HPP ;	UCOP	Q2 2015
60	La SMCL demande à l'UCOP de contribuer à la définition d'une convention de collaboration en tripartite (Ministère en charge de l'Education, HPP, EDUKAT) en vue de démarrer l'expérience en septembre 2015;	UCOP	Q2 2015
61	La SMCL recommande que pour mieux comprendre les activités de HPP, une descente sur terrain soit effectuée du 07/01/2015 au 10/01/2015 au Bas Congo et au Bandundu par l'ATI Coresponsable du projet EDUKAT, l'ATI Insertion, les deux PROVED KAT1 et KAT4 et un agent du Développement Rural ;	UCOP	31/01/2015
62	La SMCL recommande qu'une concertation plus étroite puisse se faire entre les deux projets afin des revoir les rubriques budgétaires qui sont élevés. Dans le même temps il est conseillé au Représentant du Projet PAEJK de revoir les modalités pratiques du financement du salon ; Il serait beaucoup plus propice d'inviter les entreprises locales à contribuer au financement au lieu que prendre en charge l'entièreté du coût.	UCAG	31/01/2015
63	La SMCL recomande au Representant du PAEJK d'éviter les ambiguïtés de terminologies au niveau de la dénomination avec des initiatives similaires (voir jobdays, 1er salon de l'emploi organisé en septembre 2014 à Lubumbashi) ;	PAEJK	février 2015
64	Les membres du SMCL valident l'organigramme du projet EDUKAT	UCOP	en continue

3.3. Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Le processus de transformation Le secteur de l'ETFP les 2 dernières années a connu de profondes transformations. Il revient à la CTB de pouvoir mettre en discussion le positionnement et l'apport que le projet ETFP devrait amener au public cible de l'éducation professionnelle.	RR et EST
Création d'un dispositif multi acteurs L'introduction au sein de la province du Katanga du dispositif multi acteurs de la gestion ETFP est quelque chose de très innovant. L'opportunité qui est donnée à la mise en œuvre du projet est unique et pourrait avoir un impact au-delà des prévisions. Innover avec des mécanismes de promotion de la durabilité est capital dans l'exécution d'un projet de développement.	CTB Ministères provincial et national ETFP
Collaboration secteur public - privé Afin de collaborer, le secteur public-privé doit entretenir des échanges en permanence. Cela s'explique par le fait que dans des contextes économiques en très forte expansion (ex Le Katanga), si le pouvoir politique n'arrive pas à exercer son rôle de régulateur, il ya risque que le secteur privé puisse agir conformément à ses propres intérêts. Le cadre de concertation provinciale qui va être mis en place doit assurer cet échange et harmoniser les rôles de tous les acteurs.	Ministère Ministères provincial et national ETFP
Le processus d'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle Le processus que le projet ETFP en RDC veut mettre en place est très ambitieux et parfois irréaliste. Dans un contexte de gestion d'écoles laissée dans les mains des gestionnaires (faible contrôle et orientation de la part des services compétents), il devient extrêmement difficile d'intégrer au sein des services des écoles (insuffisamment rémunérées), un service spécifique à l'insertion professionnelle. L'expérience avec les unités de formation-emploi appuyées par le projet AETFP nous permettra de mieux apprécier l'éventuel impact qu'un tel service pourra apporter au contexte.	CTB Ministères provincial et national ETFP Secteur privé

4. Annexes

4.1. Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A / B / C / D A	
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?		
A	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
A	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A / B / C / D B	
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		

	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.
3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	A			

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
A	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
A	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		B		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
B	**B**	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
B	**B**	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
B	**B**	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.		
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).		
B	**B**	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.		
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.		

4.2. Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

	Décision à prendre					Action			Suivi	
N	**Décision à prendre**	**Période d'identification**	**Timing**	**Source**	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Date limite**	**Avancement**	**Statut**
1	Le ROI devra être disponible et soumis à la signature au même moment que la signature du PV de la SMCL.	mai-14		PV SMCL	UCOP	Préparer le ROI	CI	juillet 2014	ROI signée	CLOSED
2	La SMCL autorise l'achat d'une voiture double cabine supplémentaire (moyennant un déplacement budgétaire de 33.000 € a parti de la ligne Z0301 vers la ligne Z0201).Concernant l'achat des trois motos la SMCL déconseille pour le moment à cause du problème de sécurité routière dans la ville de Lubumbashi.	mai-14		PV SMCL	UCOP	Achat d'une voiture double cabine	UCOP	31 septembre 2014	Bon de commande établi (contrat cadre) expédié à Bruxelles.	CLOSED
3	La SMCL décide d'implanter le Centre de Ressources Katanga I au sein de l'Institut Kilima dans le quartier Kamalondo/Kenya. La SMCL demande à l'UCOP d'entamer les procédures administratives et techniques pour une publication aussi rapide possible du marché de construction.	Juillet 2014		PV SMCL	UCOP	Commencer la faisibilit	UCOP PROVED CABINET	31 décembre 2014	Avant projet sommaire à réaliser avec les services infrastructure	ONGOING
4	Pour résoudre instamment le problème d'inconfort, vu le degré d'occupation et d'utilisation des locaux du Projet PRELUB (bâtiment SNEL au centre-ville), la SMCL décide que les deux Projets EDUKAT – PRELUB partagent les espaces de manière efficiente.	Juillet 2014		PV SMCL	UCOP	Organiser le déménagement	UCOP PROVED CABINET	30 juillet 2014	UCOP a la Division Provincial et équipe Admin au bureau Prelub	CLOSED
5	La SMCL décide que le Projet EDUKAT définisse tous ses besoins concernant la configuration du pavillon réalisé par l'UCAG qui assumera financièrement tout ce qui s'y rapporte.	Juillet 2014		PV SMCL	UCOP	Faire l'etat et rapporter a l'UCAG	UCOP PROVED	31 décembre 2014		ONGOING
6	La SMCL donne son accord de principe sur la participation aux actions de l'ADEA pour autant qu'il n'y ait pas de conflit avec le niveau central. Elle recommande au Projet avec l'appui de la Représentation de mettre au clair tout le mécanisme d'appui et d'interaction avec le niveau central.	Juillet 2014		PV SMCL	UCOP	Cofinancer l'inscription de la RDC a l'ADEA moyennant un versement de 10.000 $	UCOP UCAG SG	31 décembre 2014	Echange en cours	OPEN

4.3. Cadre logique mis à jour

En occasion de la première SMCL le 23 mai 2014, présent cadre logique a été approuvé par mes membres présents.

Objectif Spécifique (Outcome)	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées et il y a également une augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables. Dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublée.	Evolution de nombre d'élèves dans les filières des écoles affiliées	CTPSE Division Provincial I et IV	· Continuité de la croissance économique · Couverture élargie de la croissance économique qui atteint aussi l'économie informelle · Les acteurs économiques formulent plus clairement leurs besoins. · Les entreprises offrent des places de stage et assurent un suivi utile, exercé par les tuteurs. · Les filles ayant obtenu une formation de qualité sont appréciées par les entreprises. · Le travail de conscientisation entamé par la FEC et COPEMECO porte ses fruits et motive les responsables de Ressources Humaines d'embaucher plus de filles.
	Proportion filles/garçon sortant(e)s dans les filières porteuses des écoles affiliées	CTPSE Division Provincial I et IV	
	Evolution du nombre de sortants qui sont employables* une année après certification:	KATACELL	

Résultats (Outputs)	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
R1 Les jeunes apprenants des filières porteuses ont accès a une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique	Evolution dans la contruction de CdR	EDUKAT (cf liste de phase d'éxécution)	· Les opérateurs économiques, surtout les responsables de ressources humaines visitent régulièrement les écoles techniques et centres de formation. · La création de nouveaux emplois se poursuit, surtout pour des emplois techniques et professionnels. · Les dirigeants des établissements ETFP se lancent sur la voie des stages et de l'insertion
R1A L'amélioration de la formation pratique des élèves, entre autre	Evolution dans l'équipement de CdR	EDUKAT (cf liste de phase d'éxécution)	
	% des filières porteuses équipées dans les CdA	EDUKAT (cf liste de phase d'éxécution)	
	% des écoles affiliées avec des équipements de base	EDUKAT (cf liste de phase d'éxécution)	
R1B La formation pratique continue des professeurs et une certification des élèves qui ont participés aux et réussis pour les modules organisées dans les CdR/EdR	Nbre d'élèves (f/h) qui participent à la formation pratique approuvé par le secteur privé dans les CdR et CdA	KATACELL	
	% des élèves (f/h) certifié dans les CdR	KATACELL	
	Flux de fréquentation de stages des élèves (f/h) des écoles affiliées au CdA	KATACELL	
	Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initiale de 15%	EDUKAT	

Résultats (Outputs)	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
R2 Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP	Ecoles CdA et affiliées avec une convention avec les entreprises sur le total (ratio)	IPP	· Participation active des « stakeholders » : organisations du secteur économique (FEC, COPEMECO) · Communication souple entre les Ministres provinciaux et les chefs des divisions provinciales des secteurs EPSP,AS, JS, ETPS, ESU et Santé · Les dirigeants des établissements ETFP sont disposés d'adapter le mode de gestion institutionnelle aux nouveaux défis et aux nouvelles opportunités
R2A Que le secteur soit piloté et géré par l'ensemble des acteurs publics et privés	% de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Katanga	IPP	
	Ecoles CdA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consomabbles) sur le total de CdA	IPP	
R2B La gestion des écoles à travers le partenariat avec le secteur privé	Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consomabbles) sur le total des CA	IPP	
	Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA	S/PROVED INPOON	
	Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA	S/PROVED INPOON	
R2C Contribuer à l'élaboration des plans provinciaux tel qu'un plan de renforcement des capacités des services compétents	Fonctionnaires en place dans les services compétents par rapport au Plan Provincial	PROVED/BOURSE	
	Nbr des fonctionnaires ayant participé aux formations qui amélioré le score du teste de 15% sur le total des participants	EDUKAT SERNAFOR/BOURSE	

Résultats (Outputs)	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
R3 Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	Nbre d'élèves (f/h) des filières porteuses qui ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprise ou CdR dans un établissement sur le total	KATACELL	· Des organisations et des professionnels individuels ayant une expérience professionnelle dans l'accompagnement à insertion socioprofessionnelle accumulent leurs compétences et deviennent des partenaires prestataires de services fiables. · Disposition des chefs d'établissement ETFP à se lancer dans la voie des stages et de l'insertion
R3A les activités pour améliorer les stages, prévoir un accompagnement des sortants à l'emploi, appuyer la création des activités de création de revenus	Le degré d'insertion à l'emploi	Etude d'un echantillion des élèves (EDUKAT)	
R3B Les UFE sont mises en place et organisent les formations pointues	Nbre de jeunes accompagné pour l'insertion par les UFE pendant un an après la fin de la formation (f/h) sur le total des certifiés	KATACELL	
	Nbre d'établissements qui ont une UFE répondant aux critères d'opérationnalité	Liste de UFE retenue a la premiere SMCL	
R3C Les initiatives innovante local serons appuyez	Nbre d'initiatives innovantes financées dans les fillières appuyées	EDUKAT	

4.4. Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	**Résultat 1 : Indicateurs modifiés** • Evolution dans la Réhabilitation de Centre d'Application. • Evolution dans la construction du Centre de Ressources Katanga I • Evolution dans l'équipement de CdR • % des filières porteuses équipées dans les CdA • % des écoles affiliées avec des équipements de base pour les filières porteuses • Flux de fréquentation de stages des élèves (f/h) des écoles affiliés au CdA • Nombre de professeurs, participants de la Formation des Formateurs, qui ont réussi le test de sortie avec une augmentation du score initiale de 15% **Résultat 2 : Indicateurs modifiés** • Ecoles CdA et affiliées avec une convention avec les entreprises sur le total (ratio) • % de contribution du secteur privé aux frais de fonctionnement CdR Katanga • Ecoles CdA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total de CdA • Ecoles CA pratiquant une gestion durable des ressources (maintenance/consommables) sur le total des CA • Ecoles CdA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CdA • Ecoles CA avec un Comité de Gestion formé et fonctionnel sur le total des écoles CA • Fonctionnaires en place dans les services compétents par rapport au Plan Provincial • Nbre des fonctionnaires ayant participé aux formations qui amélioré le score du teste de 15% sur le total des participants **Résultat 3 : Indicateurs modifiés** • Nbre d'élèves (f/h) des filières porteuses qui ont bénéficié d'un stage accompagné en entreprise ou CdR dans un établissement sur le total • Le degré d'insertion à l'emploi • Nbre de jeunes accompagné pour l'insertion par les UFE pendant un an après la fin de la formation (f/h) sur le total des certifiés • Nbre d'établissements qui ont une UFE répondant aux critères d'opérationnalité • Nbre d'initiatives innovantes financées dans les filières appuyées
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	Non
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Mars 2016 (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Mars 2019 (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Avril 2014 Aout 2014

4.5. Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

4.6. Ressources en termes de communication

Au cours de l'année 2014 le projet EDUKAT a participé à plusieurs évènements provinciaux dans le but d'assurer une plus grande visibilité et mieux faire connaitre aux acteurs différents ses mécanismes de mise en œuvre et son encrage sur les visées du gouvernement en matière de promotion de l'enseignement technique et la formation professionnelle.
C'est ainsi qu'en mai 2014, un stand a été entretenu dans le premier salon de l'Entreprise « Katanga Busines meeting 2014 » en vue de renseigner tous les acteurs en province autour des actions de la CTB et spécifiquement du projet EDUKAT. Cela s'est poursuivi en septembre 2014 avec la ^présentation de EDUKAT lors de la « Job Days RDC 2014 ».
Dans le premier évènement nous avons donné une visibilité aux activités de la coopération belge, interventions toutes confondue au Katanga et dans le reste de la RDC (des articles sont comparus dans les media locaux) et dans le deuxième évènement, nous avons donné une large visibilité au travail qu'EDUKAT est en train de monter avec le gouvernement provincial (trois conférences ont connu l'intervention d'EDUKAT, des articles sur EDUKAT ont paru dans les journaux locaux et un film de 30 minutes contenant des témoignages des bénéficiaires a été réalisé et produit sur CD.
Plusieurs activités avec les bénéficiaires ont été réalisées dans le but de répertorier les données fiables à intégrer dans le tableau de monitoring (exemple x la définition des taux d'insertion).